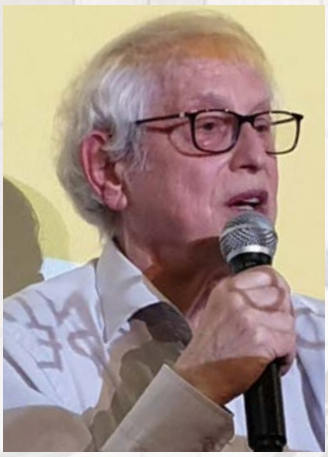
Révolution numérique et société

CULTURE ET POLITIQUE
DES MACHINES INFORMATIONNELLES

Une contribution de Philippe Herzog au débat public



Après la deuxième guerre mondiale l'ambition de simuler et stimuler le fonctionnement de l'esprit humain en créant des machines d'information et de communication s'est affirmée, nous rappelle Philippe Herzog dans son article. Elle s'est réalisée progressivement et systématiquement au long des décennies, formant un système globalisé interconnecté, jusqu'à l'avènement d'une intelligence artificielle dans notre vie quotidienne et nos activités. Désormais l'IA et les humains sont interdépendants. Mais alors qu'aux origines la création de ces machines était promesse d'autonomie et de liberté, l'auteur dénonce ce système, devenu source d'assujettissement, d'insécurité généralisée et de cyberguerre, affaiblissant nos facultés, divisant nos sociétés. Devenues outils de pouvoir politique et géopolitique, la science et ces techniques sont mises en œuvre par de grandes sociétés privées alliées à des gouvernements complices. L'alerte est donnée, on dénonce les risques, il faut maintenant commencer à reprendre le contrôle de l'innovation technologique et de ses usages. Pour Philippe Herzog, c'est un défi extraordinaire, une véritable révolution culturelle et démocratique dont le sens est d'initier un nouveau type de développement humain et écologique, une nouvelle civilisation.

AU SOMMAIRE

- **De la liberté à l'assujettissement**
- **Conscience de soi et de l'humanité : une nécessaire révolution culturelle**
- **Pouvoir et conscience politique : l'urgence d'une révolution démocratique**
- **Paix et prospérité : entre vérité et propagande, critique de l'efficacité**
- **Des combats de civilisation**

A l'invitation des Cahiers d'Europe 21, d'OpenWorld, du CLE et de la SMLH

Révolution numérique et société

Venez dialoguer avec Philippe Herzog

Alexandru Andreï et **Laurent Iô** réagiront et poseront leurs questions avant un échange avec la salle

Mercredi 2 décembre 2026

De 18 heures à 20 heures

Salle Agora à la Mairie du 5ème - Place du Panthéon

MERCI de vous inscrire auprès de claude fischer-herzog@entretiens-europeens.org – Tél 06 72 84 13 59

De la liberté à l'assujettissement

La révolution numérique n'est pas simplement une nouvelle révolution industrielle. Cette dernière a rendu possible un développement massif des forces productives, marquée par la transformation du rapport de l'homme à l'outil, lequel se substituait à sa main et à son énergie. Aujourd'hui la révolution numérique doit être qualifiée de révolution informationnelle parce qu'elle fait intervenir des machines dans le fonctionnement même de l'esprit humain, de la formation des sujets, de leurs liens et activités. L'information n'est pas un produit comme les produits de consommation ordinaires, elle se transmet, se transforme et revient enrichie ou dénaturée. Des machines se substituent à des activités cognitives, pénètrent l'émotion et l'imaginaire, la conscience de soi et des rapports sociaux.

La révolution industrielle a permis des progrès exceptionnels de croissance et de niveau de vie, mais accompagnés de changements culturels profonds avec le déploiement de la volonté de puissance qui a engendré deux guerres mondiales, et la culture du rapport au monde naturel a été bouleversée. Comme Descartes l'envisageait l'homme est devenu comme maitre et possesseur de la nature. Avec la révolution numérique à l'ère de l'IA la technique n'est plus un simple outil, elle devient autonome et « règne », réifiant les humains en le réduisant à des données tandis que ceux-ci en retour anthropomorphisent l'IA en lui prêtant des qualités quasi humaines. Le risque de déshumanisation est avéré, une mutation de l'homme est engagée dont on ne saurait affirmer que c'est un progrès plutôt qu'une catastrophe.

Ce n'est pas fatal, je pense qu'on peut démystifier l'IA et d'abord en la resituant dans une histoire qui commence comme une promesse de liberté. L'emprise de la propagande des Etats fascistes et des idéologies portées par les mouvements antisémites et racistes aux Etats-Unis et en Europe dans les années 1930-1940 n'a été renversée que grâce à des luttes dont la force morale et humaniste soulève encore l'admiration. Et lors de la Seconde Guerre mondiale, quand les armées alliées étaient confrontées à de graves problèmes d'information et de communication, des solutions ont été trouvées par des innovations technologiques dont l'IA se nourrit encore. Il est remarquable mais oublié que des chercheurs géniaux ont alors considéré que ces enjeux étaient autant moraux et sociétaux que techniques. Réunis lors des conférences de Macy entre 1942 et 1953, ils ont eu l'ambition d'édifier « une science générale du fonctionnement de l'esprit ».

Un des plus grands penseurs du XXème siècle, Norbert Wiener, y a participé. Enfant prodige (à 18 ans, il reçoit le diplôme de docteur en mathématiques à Harvard), humaniste (il a aussi enseigné la philosophie), il publie en 1948 un livre « Cybernétique et société » qui eut un énorme retentissement. Le mot de cybernétique, inspiré du grec (gouvernail), désigne les modes d'échanges d'informations interactifs entre les hommes et leurs machines, ainsi qu'entre les machines elles-mêmes, formant des systèmes complexes. Ces machines ont été activées sur des réseaux dont l'interconnexion sera généralisée dans les années 1980-1990. Le sous-titre du livre de Norbert Wiener était intitulé « L'usage humain des êtres humains ». Refusant de participer au projet Manhattan pour la bombe nucléaire, il avait déjà le souci d'exposer, en même temps que le potentiel des nouvelles innovations, les risques d'un usage inhumain où les êtres humains seraient en quelque sorte soumis à des robots.

Tout jeune statisticien et économiste, la lecture du livre de Norbert Wiener en 1965 a été pour moi un choc. Elle m'a conduit à une incursion dans l'histoire des technologies et aussi dans l'imaginaire de la science-fiction, notamment celle d'Isaac Asimov, où l'usage des robots et le devenir de la civilisation sont intimement mêlés.

Dans les années 1943-1955 de jeunes scientifiques se sont lancés dans des recherches qui déjà préfiguraient une intelligence artificielle et le génial mathématicien Alan Türing a même prédit qu'elle pourrait dépasser l'intelligence humaine. En Californie, ces chercheurs ont contribué à l'émergence d'une contre-culture refusant toute injonction descendante des pouvoirs en place, hostile aux institutions hiérarchiques de l'ordre social et politique. La volonté d'autonomie individuelle a pris une grande ampleur dans l'exercice de la liberté qui divise les Américains depuis l'origine de leur Constitution. Pour Thomas Jefferson, troisième président des Etats-Unis au début du dix-neuvième siècle, la généralisation de la propriété individuelle privée est le seul moyen de se protéger des risques afférant aux régimes autoritaires, elle inclut même une propriété privée des êtres humains. Ce champion des petits fermiers et des entrepreneurs innovants possédait deux cents esclaves. Puis vint Lincoln, l'abolition de l'esclavage et l'essor des grandes luttes pour les droits humains, civiques et sociaux. Cela étant, le racisme et l'antisémitisme sont restés vivaces.

Les chercheurs de Californie étaient libéraux, certains inspirés par le linguiste Mac Luhan imaginaient qu'avec les nouveaux médias le pouvoir des gouvernements pourrait être aboli. Plus besoin de délégation quand les individus pourraient librement exprimer leur choix dans un Agora électronique où le dialogue remplacerait la propagande. Des communautés ont été créées, des mouvements ont tenté d'instaurer une démocratie directe. Mais les enjeux des sciences de l'information et de la communication ont été réduits aux problèmes des messages et des codes, ignorant ceux du sujet humain et du bien commun. En France les philosophes de la déconstruction, également marqués par la linguistique et sans culture économique, n'ont pas saisi les impacts de la révolution technologique sur la démocratie. J'ai vécu et combattu ce choc idéologique à Vincennes où j'ai enseigné en 1970.

Fred Turner a écrit un bel ouvrage sur la récupération politique de l'idéologie de la contre-culture, intitulé « Politique des machines ». Allergiques à l'autorité, les jeunes artisans libertaires du numérique étaient viscéralement croyants dans les potentiels de la technique. Certains sont devenus des entrepreneurs, d'autres des salariés de

firmes où ils disposaient aussi d'une grande autonomie. Les innovations ont infusé dans toute la société. En politique la Nouvelle Gauche et la Nouvelle Droite américaines qui s'opposaient ont néanmoins convergé, permettant la formation du néolibéralisme qui marque la grande transformation du capitalisme contemporain depuis les années 1980. « David a renversé Goliath » clamait Ronald Reagan, stigmatisant l'Etat interventionniste. Les ingénieurs-entrepreneurs remplaçaient les autocrates et la libre entreprise pouvait pleinement se déployer. L'époque de la contre-culture était terminée, le mythe de l'Agora électronique a fait place à un vaste marché du numérique comme l'ont montré les Britanniques Barbrook et Cameron dans leur article de référence « L'idéologie californienne » (1995).

La révolution numérique a été le fruit d'une extraordinaire création humaine, réunissant des mathématiciens, des philosophes, des scientifiques de toutes les disciplines au long des décennies. Mais comme innovation technique elle a été orientée et dévoyée par de nouveaux enjeux de pouvoir géopolitiques non moins extraordinaires mais beaucoup moins admirables. Le système capitaliste a été transformé par la mise en place des réseaux Internet, le développement exponentiel des puces électroniques, des téléphones portables, qui ont permis de déployer des interconnexions sur un marché globalisé à l'échelle de la planète. Des géants de la technologie ont émergé formant une oligarchie très puissante en lien étroit avec les gouvernements américains et bénéficiant de toutes leurs faveurs - suppressions d'impôts, subventions publiques, contrats pour la recherche et le développement avec le concours des agences publiques. Ils ont marché main dans la main avec de grands investisseurs financiers et une puissante industrie financière globale s'est bâtie. Puisant dans l'intimité et l'activité de l'individu et des organisations de la société civile, les géants de la high Tech ont extrait une nouvelle matière première, un nouvel or noir : les datas, exploités et circulant en temps réel dans le monde entier. L'IA est le nouveau Graal : les fonctions cognitives et corporelles, les émotions et les actes des êtres humains peuvent tous être transformés en marchandises. En guise d'extension du règne des libertés, nous vivons à l'ère du « capitalisme de surveillance » ainsi dénommé par Sushana Suboff dans un livre de référence.

La plupart des Etats du monde ont été complices de ces mutations et la compétition mondiale a grandi, elle est féroce. Les intérêts des grandes firmes américaines, appuyés par l'exportation des règles unilatérales des Etats-Unis, sont confrontés à la montée impérieuse de la Chine, qui imitant leurs technologies puis créant les siennes défend son pouvoir et le développe en fonction de ses propres intérêts. La perspective de profits faramineux en proportion des valeurs boursières sur-dopées à Wall Street est très incertaine et une crise systémique menace. L'autonomie des Américains n'est pas compatible avec celle des autres peuples, le monde n'est pas le village imaginé par Mac Luhan, et aux Etats-Unis mêmes, une majorité de la population commence à se détourner de ses oligarques et de leur propagande.

Dans ce contexte, Fred Turner observe l'émergence d'une « idéologie texane ». Le paradis californien n'est plus ce qu'il était. Les entrepreneurs de la Tech bien abrités étaient aveugles des conditions concrètes de la vie des autres en Californie : pauvreté, crise du logement, école en faillite, dégradation de l'environnement. Ils ne peuvent plus les ignorer. Certains restent sur place comme Meta de Facebook, moyennant de nouvelles faveurs de l'Etat californien, d'autres émigrent au Texas. Ils pompent toujours plus de ressources en électricité, en eau, en matériaux rares, ils se servent des cryptomonnaies. Forts du soutien de politiques de tous bords, inspirés par des idéologues comme Peter Thiel et prenant appui sur des mouvements fondamentalistes, les géants de l'IA professent un nouvel imaginaire. Certains pensent sans doute comme le magnat du pétrole Tim Dunn : « je travaille pour Dieu, et Dieu m'a confié plusieurs tâches à accomplir ».

Cela étant, je me garderai d'utiliser la notion de « techno fascistes » à leur sujet car elle dispense de réfléchir à la grande nouveauté de l'époque, et ne pas voir que les oligarques ne sont pas les seuls responsables de la situation actuelle. Dans le monde entier, les Etats et les sociétés se sont rués sur le marché global des applications du numérique. Tous consommateurs. Dans les pays développés les addictions se sont multipliées. Par contre les peuples des pays les plus fragiles ou en développement comme en Afrique ont trouvé dans les outils numériques des possibilités de mieux faire face à des enjeux de survie et de mieux-être, de répondre à leurs besoins, et des opportunités de prendre une place plus autonome dans la mondialisation. Alors que la Chine devenait une superpuissance comparable aux Etats-Unis, formidable force exportatrice, l'Europe a joué le rôle de consommateur de masse passif, de promoteur de la « libre concurrence », d'importateur zélé. Tenter d'imiter les autres en créant nos propres champions serait vain, notre seule chance d'autonomie serait de promouvoir une nouvelle perspective de développement humain en faisant de l'information et la communication des questions d'intérêt général et non pas étroitement commercial. L'Europe doit se doter de ses propres infrastructures numériques, réorienter la recherche et l'innovation pour devenir une force géopolitique de paix et de coopération.

Conscience de soi et de l'humanité : une nécessaire révolution culturelle

Dans l'excellent ouvrage collectif du CNRS dirigé par Alexandre Gefen « Histoire culturelle de l'IA » on découvre les différentes étapes d'une recherche scientifique qui a exploré le cerveau humain, et formalisé les retours d'expérimentation dans le fonctionnement des machines : naissance collective du projet d'IA au

Dartmouth College en 1955, industrialisation du savoir avec les systèmes experts, démocratisation de l'informatique avec les réseaux de neurones, données de masse avec l'apprentissage profond, et depuis 2018 l'ère de l'IA générative et agentique.

Le débat sur la possibilité d'une intelligence artificielle dépassant l'intelligence humaine s'est poursuivi. Mais des scientifiques eux-mêmes lancent l'alerte. C'est utile, le pouvoir des Automates serait catastrophique si un contrôle sociétal n'était pas établi. Pour ce faire je pense qu'il faut démystifier l'IA et ne pas abuser de ce mot. S'il est vrai qu'en termes de puissance de mémoire et de calcul les capacités humaines sont limitées mais non celles des machines, l'IA est inanimée. C'est une pseudo intelligence qui n'a ni conscience ni expérience de vie et du monde. Science sans conscience n'est que ruine de l'âme disait François Rabelais. Martin Heidegger l'avait bien compris. Critique de la cybernétique il y voyait le signe et la voie d'une fin de la philosophie, cette pensée de l'Être humain. La machine de traitement des données reproduit un passé riche de savoirs mais tout autant de préjugés, elle ne propose que du mesurable et non de l'incommensurable au cœur de l'esprit humain.

Concernant les innovations dans les télécommunications, pendant la guerre il s'agissait de brouiller les échanges entre les nazis. Rendons hommage à la star d'Hollywood Hedy Lamarr qui a inventé un système de cryptage des informations. Si c'est celui de Türing qui fut utilisé, il n'empêche que celui de l'actrice anticipait des innovations ultérieures comme la Wifi, le Bluetooth et le GPS. Steve Jobs, créateur du téléphone portable, a cru qu'il ouvrait une nouvelle ère de communications permettant à l'individu de vaincre sa solitude, mais à bien des égards à l'ère des réseaux sociaux la machine isole et véhicule la violence et la haine d'autrui.

Dario Amodei, PDG d'Anthropic et créateur de son modèle « Claude », a reconnu que l'IA présente des risques pour l'éthique et la sécurité, il a même parlé de risques existentiels pour l'humanité. Mais dans une vive compétition il veut comme ses concurrents accélérer. Et de façon générale les dirigeants politiques nous somment de nous adapter. Que les nouvelles machines offrent des services personnels appréciables c'est un fait, mais quand avec l'IA, elles deviennent des confidents au point que certains en sont « amoureux », rien ne va plus.

Faut-il être optimiste ou pessimiste ? Question stérile ! Sachant que les machines et les hommes sont désormais interdépendants, la bonne question est celle de la conscience et de l'engagement.

La technique n'est jamais neutre mais ce qui la guide nous échappe. L'opacité du processus de traitement des données est criante : les algorithmes sont invisibles, secrets professionnels des firmes en compétition, boîtes noires indéchiffrables pour le public. Leur langage n'est compréhensible que par des mathématiciens et informaticiens hyper qualifiés. Plus le système des machines informationnelles se nourrit de nos datas, plus il se développe par lui-même, et avec l'IA générative, il s'émanciperait de tout contrôle sociétal. L'écart entre la science et la formation se creuse quand l'apprentissage du calcul chute, les jeunes se détournent des études scientifiques et la raison défaille. Les progrès de la médecine ne compensent pas la dégradation de la santé mentale des jeunes et des travailleurs.

Sur les réseaux sociaux chacun peut librement contredire ce que dit la science académique ou la parole publique, mais chacun peut être analphabète et mal intentionné. Une indistinction grandissante se produit entre le vrai et le faux. Derrière les fake-news les fabricants de l'ignorance sont à l'œuvre. La capture du temps et de l'attention personnels par les firmes de la Tech fait l'objet d'une concurrence acharnée sur le marché, et l'émotion des gens est de plus en plus manipulée (Pierre Noël Giraud et Eva Illouz ont exposé ces réalités dans leurs livres). Le bombardement informationnel engendre une désocialisation, les réseaux sociaux accentuent le repli sur soi. L'abondance des informations superficielles sur le monde contribue à ce que le Pape François a nommé « la mondialisation de l'indifférence ».

Au-delà des risques, il faut en effet reconnaitre le péril pour l'humanité. Dans son encyclique « Magnifique humanité » Léon XIV lance un défi à ce niveau, exhortant à « désarmer l'IA » en soulignant la corruption morale qu'en l'état actuel elle véhicule. Ce désarmement implique un réarmement moral et politique personnel et collectif, un vaste effort qui appelle une introspection critique et une transcendance. Léon XIV fait confiance aux jeunes tout particulièrement et il propose de prendre appui sur les ressources spirituelles du christianisme. Mais qu'elle est difficile à saisir cette « civilisation de l'amour » dont il parle en disciple de Saint-Augustin. Celui-ci a commencé par écrire des Confessions où obsédé par la recherche de vérité, il en appelait à Dieu pour ne pas tricher avec lui-même. Mais la distinction qu'il faisait entre la Cité de Dieu et la Cité des hommes pour ne pas sombrer dans la violence des Empires est-elle toujours d'un grand secours ? Aujourd'hui quoi qu'il en soit, c'est dans la Cité des hommes que « croyants » et « incroyants » nous avons à répondre aux défis moraux et politiques de notre époque.

Il faut revenir sur la question première de l'autonomie dans le nouveau contexte d'interdépendance hommes-machines. Il y a toute une zone grise entre des systèmes-machines devenant autonomes et des humains en difficulté de véritable intelligence. Il faut être plus intelligents pour endiguer l'autonomie des machines. Et ne plus négliger les défis de création éthique et philosophique mais interroger le couple autonomie et hétéronomie, c'est-à-dire le rapport des individus aux règles ou aux lois venant de l'extérieur. Chacun de nous est effectivement en tension entre ces deux termes, et c'est toujours un dilemme, une question de choix où le sujet cherche à prendre le dessus. Aussi la question d'un ordre juste est-elle omniprésente dans la conscience actuelle, et j'y reviendrai plus loin. Mais restons encore sur la question d'une conscience morale en la situant dans l'histoire.

Avec Hitler l'essence de l'homme n'était plus la liberté, et le monde d'avant, celui des Lumières, était en crise profonde. Zweig a ressenti en chair et en esprit cette

« mort de l'homme » et il s'est suicidé en 1942. Une volonté de Renaissance a vu le jour mais Vaclav Havel et les philosophes tchèques ont eu raison d'alerter : « ce qui s'est passé ne peut plus disparaître ». Le génocide ne doit pas quitter la mémoire. Des hommes en ont exterminé d'autres, et dès lors le regard de l'individu sur soi et sur autrui ne pouvait plus rester le même. Le philosophe juif Emmanuel Levinas a remarquablement exploré le défi d'une éthique de l'altérité pour notre époque.

Le sujet de la raison cartésienne, le « Je » du Cogito, n'est plus valide : autrui me précède, il est infiniment autre, nous ne sommes pas tous pareils mais nous devons prendre conscience de ce qu'est notre commune humanité. Le moi égoïste doit se remettre en cause par la rencontre avec autrui, mes obligations envers lui précèdent mes droits, sinon il n'y a pas de société juste. Simone Weil aussi avait dit ça en soulignant que les obligations précèdent les droits. Il n'y a pas de droit inconditionné, je dois justifier ma liberté. Levinas fait de la responsabilité d'autrui un impératif moral et les institutions doivent en alléger la charge individuelle en mutualisant les obligations. Si les luttes sociales n'intègrent pas ces notions, la haine monte. Et si pour réduire les inégalités on fait de la répartition des richesses l'alpha et l'Omega, on risque fort d'accentuer les ressentiments. C'est dans les asymétries de pouvoir et de rôle dans l'information, le travail et la politique que se fonde l'injustice. Aussi de nouveaux apprentissages éthiques et éducatifs sont nécessaires pour régénérer, développer et activer les capacités humaines.

Plusieurs siècles ont passé depuis que Comenius célébrait l'Europe comme la grande école du monde, mais où sont les Condorcet, les Diderot ? Les Lumières sont perdues de vue. Une éducation nationale gouvernée par un Etat centralisé comme le nôtre gave les jeunes de « savoirs » concoctés par des élites se voulant experts en connaissance, sans discuter avec eux de leurs expériences et de leurs dilemmes. La crise est gravement amplifiée par l'impact de la révolution numérique. Elle engendre la perte de la lecture, de l'écriture, du calcul, en droit fil de la substitution du langage numérique au langage des humanistes. Quand les apprentissages de la langue et du dialogue sont superflus la chute de l'attention, de la concentration et du dialogue empêche toute connaissance véritable. Quand l'IA guidera les robots que deviendra l'humanité ? Il nous faut réorienter la recherche et l'innovation pour recouvrer la liberté dans l'usage des machines. Et tous nos apprentissages rationnels et professionnels étant bouleversés, éduquer autrement est impératif.

Apprendre à être un homme, c'était le sens de l'éducation depuis Socrate. Mais aujourd'hui à quoi bon si les machines ont réponse à tout : un problème ? Une solution ! La démocratisation de l'enseignement telle qu'elle a eu lieu a coupé l'éducation de l'expérience de vie, l'enflure des diplômes a masqué les carences et engendré des frustrations. Il faut réarticuler l'école et la vie dès le plus jeune âge et rééduquer dans le temps de travail et tout au long de la vie. Il ne s'agit pas simplement d'apprendre l'IA comme technique, cela se fait, mais comme un enjeu démocratique au plus près de la vie sur les territoires, dans les entreprises, dans tous les secteurs d'activité. Une culture du dialogue doit remplacer la simple affirmation des convictions personnelles et permettre la clarification préalable des questionnements. Les conflits seront plus constructifs quand les grands médias de communication donneront l'exemple, ce qui exige une déontologie, et quand les réseaux seront régulés. Quand la fraternité proclamée dans notre République comme une valeur fondamentale aux côtés de liberté et l'égalité est ruinée, il faut apprendre à la régénérer. Il ne serait pas vain d'enseigner dès le plus âge que Saint Paul, dans sa célèbre épitre aux Galates, appelait à dépasser les clivages entre homme et femme, maitre et esclave, juif et grec… : « Nous sommes tous frères ». Là est un véritable combat existentiel pour une commune humanité.

A l'ère de l'explosion des images et des sons, l'homme réel et l'homme imaginaire sont indissociables et plus que jamais les arts ont un rôle majeur dans la formation de la conscience. L'art cinématographique est un enjeu démocratique. Jean Douchet, qui fut à mon avis avec André Bazin le plus grand critique français, a donné à voir le cinéma comme un art d'aimer et d'apprendre. Il en a fait une vocation et une responsabilité en participant à des milliers de réunions dans les ciné-clubs et les festivals. Lors d'une interview qu'il m'a donnée pour la Revue Confrontations Europe, il disait qu'après la Shoah et les deux guerres mondiales, le regard cinématographique avait changé. L'acteur nous fixe droit dans la caméra, l'émotion sollicite une interrogation éthique. Dans cet esprit notre ciné-club OpenWorld-Regards croisés, animé par Claude Fischer Herzog, est une contribution à voir les autres peuples les yeux dans les yeux, à mieux les connaitre et les aimer.

Elon Musk et consorts font rêver au contraire d'une évasion, d'un avenir où l'homme aura colonisé l'espace et vivra sur Mars. En attendant, il multiplie ses investissements pour installer des satellites dans l'orbite terrestre d'où il peut vendre des services d'information exceptionnels, y compris aux industries de l'armement en préparation d'une cyberguerre. Dans un tout autre esprit, Ray Bradbury publiait en 1950 un roman-fiction « Chroniques martiennes » (1950) où après que la bombe nucléaire aura détruit ce monde terrestre, les humains qui restent se rueront vers des astronefs pour se réfugier vers Mars dans la confusion, l'inégalité et la violence. Quand Stanley Kubrick a filmé Docteur Folamour en 1964 c'était aussi pour militer contre la bombe nucléaire. Et en 1968 « 2001, L'odyssée de l'espace » anticipait la perte de contrôle humain sur la machine. Aujourd'hui les deux menaces se conjuguent. Notre cerveau et nos actes sont entraînées par l'IA à faire plaisir et à dispenser d'efforts. Le cinéma doit aider à une prise de distance et une conscience des enjeux. Des auteurs s'y emploient, des films y répondent, il faudrait en faire un premier bilan.

Pouvoir et conscience politique : l'urgence d'une révolution démocratique

La quête d'autonomie d'humains devenus interdépendants avec le système des machines informationnelles oblige à repenser le pouvoir politique dans une nouvelle perspective du bien commun. Dans les institutions actuelles nos Etats ne l'assument pas, bien au contraire, mais nos sociétés non plus. Dans d'autres temps des philosophes ont envisagé un pouvoir fondé sur un contrat social dans un cadre démocratique approprié mais nous avons beaucoup trop délégué notre pouvoir à nos dirigeants. Mon hypothèse est qu'il faut maintenant établir la participation des citoyens et de toute la société.

Francis Mer, ancien PDG d'Usinor et ministre, a lu et commenté mes Mémoires parues en 2018 : « D'une révolution à l'autre ». Il appelait les lecteurs de tous âges à y « découvrir une opportunité unique de saisir vivante car vécue les problèmes et les opportunités du vivre ensemble aujourd'hui ». Ami et partenaire de l'association Confrontations Europe que j'ai créée avec ma compagne Claude Fischer Herzog, il disait partager une certaine dose de l'utopie au cœur de notre vie politique : la nécessité de passer d'une démocratie élective à une démocratie participative. Techniquement parlant, disait-il, la généralisation de cette participation est tout à fait concevable, mais encore faut-il « que le citoyen de base en ait envie, et qu'un effort considérable de conviction et d'éducation soit consenti pour le convaincre que cette démarche fait partie de sa responsabilité ».

Ceci n'a pas eu lieu et au contraire en France on demande tout à l'Etat. Une culture de contre-pouvoir et de protestation s'est enracinée jusqu'à l'impasse tragique actuelle où nous nous divisons jusqu'à l'absurde. Les uns se replient sur des positions nationales identitaires, d'autres sur-jouent la lutte des classes au nom de la valeur égalité, tous deux dans un déni des réalités économiques. Nous sommes immergés dans la mondialisation, en sortir est un non-sens et serait une catastrophe, et notre société n'est plus celle de la lutte des classes entre la bourgeoisie et les travailleurs.

Il faut s'interroger sur la composition de la société actuelle dans ce contexte de crise du régime politique au bord de la guerre civile. Je trouve éclairante l'analyse du sociologue Peter Turchin sur les USA. Une plutocratie, petite minorité, concentre un capital et un pouvoir exorbitants. Des « élites » en surproduction exercent des fonctions de contrôle et d'administration bureaucratiques, fonctions qui contribuent aussi à pomper et stériliser des ressources. Des couches sociales se paupérisent, certaines veulent imposer leurs prescriptions et préjugés culturels. Et en bas de l'échelle des populations salariées et de petites entreprises sont précarisées ou en grande pauvreté. Une « élite sociopathe » d'oligarques de la high Tech (ce sont les mots de l'écrivain da Ampoli) a pris un pouvoir politique en même temps qu'elle réinvente la société.

Pour être différentes, les sociétés européennes reproduisent néanmoins ce schéma. Nos Etats ont adopté une gouvernance managériale technocratique fondée sur une « expertise » armée des mêmes outils. Ils ont ouvert aux géants de la Tech l'accès à des pans entiers de leurs pouvoirs régaliens en matière de sécurité civile et militaire (renseignement, surveillance), de régulation (investigation, services juridiques) et de gestion administrative. En leur livrant nos datas nous avons laissé aussi ces monopoles privés pénétrer les domaines de service public. On a commencé à réagir dans l'UE avec Thierry Breton pour tenter de reprendre le contrôle de nos données personnelles mais il a dû démissionner, et il est choquant de voir les gouvernements français et allemand s'opposer à de nouvelles régulations. Mais réguler le marché ne suffit pas quand il faut établir l'information comme un bien public alors que le contrôle du capital et de l'innovation nous échappe. « Dans tous les coins du monde développé, de chaque réservoir d'épargne, de capital, affluent les financements pour leurs datas centers » écrit Richard Armstrong dans le Financial Times, une excellente source d'information.

Quand Donald Trump a nommé Elon Musk ministre de la réforme de l'Etat fédéral au nom du combat contre la démocratie, il s'agissait d'accélérer la privatisation des fonctions publiques. Aujourd'hui une majorité d'Américains se retournent contre les oligarques. Voyant monter la contestation, ceux-ci comme Mark Zuckenberg prétendent répondre eux-mêmes aux demandes de régulation à l'intérieur de leurs groupes. En somme les régulés seraient aussi les régulateurs ! D'autres comme Dario Amodei accepteraient des contrôles externes mais sans intrusion dans leurs décisions. Et les scientifiques ne peuvent pas seuls définir les principes éthiques et de création, mais il faut les inviter à participer à un très large débat public avec la société plurielle.

La croyance aux vertus de l'IA dans l'administration française étonne mais s'explique : la sous-traitance de l'expertise des missions est une dimension de la tendance générale à une gouvernance managériale. Or l'Etat n'est pas une entreprise, et un gouvernement a le devoir d'agréger des intérêts différents autour de choix socio-collectifs. Faute d'y parvenir il lance des objectifs, décide de règles, d'aides et d'incitations en conséquence, qu'il adapte et transforme sans cesse face aux événements. Incohérence et inefficacité en résultent. L'Etat ne sait plus investir, il se veut toujours Providence mais ne tient pas ses promesses ; il creuse la dette publique et génère une bureaucratie structurelle. Centralisé, il empile plusieurs niveaux territoriaux décisionnels entre les citoyens et lui.

Alexandre Pointier, un ancien haut fonctionnaire, a publié un essai lucide « L'Etat incapable », où il souhaite redonner efficacité à l'action publique et que l'Etat devienne une « puissance démocratique ». Il devra accompagner les citoyens vers l'exercice effectif de leurs droits, donner à ses agents le pouvoir d'agir, redevenir un bâtisseur et réinventer une planification. Mais ceci reste un point

de vue d'Etat- stratège sans considérer la décomposition de la société civile. Il y a besoin non seulement d'une profonde décentralisation de l'Etat mais aussi de partager les responsabilités avec une société civile qui assumerait une codétermination au plus près sur le terrain. Tout un champ de travail doit s'ouvrir dans les entreprises face au défi d'une robotisation de la production et des services associée à l'IA. Encore ne faut-il pas raisonner en vase clos, hors du contexte de l'économie financiarisée et globalisée dans laquelle nous baignons. Toute la croissance est sous la contrainte du pouvoir des groupes de la Tech et des investisseurs financiers qui déterminent les choix d'investissement. Une certaine « socialisation » est donc nécessaire pour faire prévaloir des choix collectifs. Cela n'est plus ou rarement possible par des nationalisations, d'autant plus que la bureaucratie ne sait plus gérer et que l'intelligence du marché est dans le privé. Il faudra inventer des partenariats public-privé dans le cadre d'une nouvelle économie mixte et apprendre à planifier en concertation et complémentarité des rôles. Elle sera adossée à une fiscalité du capital et soutenue par une finance institutionnalisée afin que l'épargne soit orientée vers l'investissement d'intérêt public.

Il est clair que ceci exige une réorientation de la politique européenne. Rien ne sert de vouloir imiter les USA ou la Chine et l'UE n'est pas un Etat-souverain. Un ensemble d'Etats partagent leurs souverainetés dans une Union sans niveau fédéral. Les Français lui demandent surtout de nous protéger y compris dans nos errements. L'UE nous protège, en particulier grâce à l'euro, mais elle s'est coulée dans la compétition globalisée en ignorant largement la nécessité de la coopération et la solidarité entre ses membres. Elle a très peu d'infrastructures communes pour les services d'intérêt général en matière de santé, de formation, de partage et traitement des données numériques. Et la présidente de la Commission, Ursula van der Leyen, prend unilatéralement des décisions politiques sans en avoir mandat. La politique de Défense est axée sur le réarmement sans être accompagnée d'une géopolitique d'une construction de la paix. Et alors qu'une nouvelle crise financière globale suite à un surendettement public et privé massif menace d'éclater, elle ne s'y prépare pas. La France, entièrement responsable de sa dette, criera « à l'aide », la BCE fera un effort mais que feronsnous d'un répit ? Pour toutes ces raisons on n'a le choix qu'entre une désintégration probable de l'UE ou une refondation qui redonne corps à une idée de Fédération. Je me suis beaucoup exprimé en ce sens, je n'y reviens pas.

Je plaide pour une révolution démocratique partenariale et plurinationale. Pacifique, graduelle et puissante elle redonnerait sens à la politique, à des sociétés qui pensent et agissent pour le bien commun. Les Etats Européens et leur Union devront de plus en plus défendre leur existence en la justifiant devant des citoyens déboussolés et anxieux. Il n'est pas fatal que la montée aux extrêmes fasse sombrer la démocratie, mais de nouveaux mouvements doivent se former, se coaliser, qui redonnent sens aux idéaux ancestraux perdus de vue, aux promesses de paix et de prospérité.

Paix et prospérité : entre vérité et propagande, critique de l'efficacité

La géopolitique des Etats rivaux inspirée par une vaine quête de « puissance », accorde un pouvoir dément à des géants de la Tech qui ne visent nullement la paix mais donnent du carburant à la préparation de la guerre. Da Ampoli a raison de dénoncer la bascule militaire de la Tech, elle sert à fabriquer des chaînes de mort. Ce n'est pas un problème pour un Peter Thiel, pour qui sauver l'être humain ne fait pas sens. Le fondateur de Palantir, super champion du renseignement civil et militaire, a pour principaux clients l'US Army et le Pentagone. Ce n'est pas un problème non plus pour Elon Musk, grand propriétaire de satellites qui vend ses services sur tous les tableaux.

Dans la cyberguerre les attaques militaires sont déjà déléguées à des machines dont la conduite ne sera bientôt plus contrôlable observe Ahana Datta Fasel, autrice de « Full Stack Spies », un livre qui traite du cyber espionnage. On ne pourra plus identifier l'attaquant, et il sera aussi beaucoup plus difficile de prévoir et contrôler la conduite du défenseur. Dans un contexte de crise, tous deux ne pourront plus répondre à une action dont le sens n'est plus discernable. Alors la dissuasion nucléaire qui prétendait nous garder de la folie des Etats rivaux n'a plus aucune justification. L'Occident n'a-t-il pas fermé les yeux sur la montée en puissance d'une République islamique en Iran, Etat terroriste et totalitaire ? Il l'a même financé et les Européens font comme le Tartuffe de Molière : « Cachez-moi cette réalité que je ne saurais voir ». Être lucide face à la multiplication des armes c'est prendre conscience du risque d'une guerre totale. Il faudra lancer des manifestations de masse ici et partout pour le désarmement.

S'agissant de la prospérité avec l'IA, nous sommes victimes d'une formidable supercherie. Sir Demis Hassabis, fondateur de Deep Mind, prévoit « une ère d'abondance radicale », et l'investisseur Marc Andreessen annonce « une croissance absolument stratosphérique de la productivité qui éliminera tous les soucis en matière d'inégalités ». Simon Johnson, prix Nobel d'économie en 2024, n'y croit pas du tout, ni Adair Turner, ancien président de l'Autorité de régulation des marchés financiers puis du patronat au Royaume-Uni, qui dénonce une grande illusion. Certes l'IA livre de grands bénéfices à ceux qui savent s'en servir positivement et dans différentes tâches, mais telle qu'elle est conçue elle engendre des maux plus importants pour la société et l'économie et l'environnement. La « destruction créatrice » pilotée par l'IA n'est pas un progrès d'humanité.

Je tiens à dénoncer aussi le danger pour la démocratie qu'est l'usage massif de la statistique sans recul critique ni formation. De façon péremptoire, des médias affirment

telle une évidence de formidables progrès à venir de la productivité par l'IA. Et j'ai connu des diplômés en master d'économie qui ne savaient pas ce qu'est la productivité, mesurée comme rapport entre la production nette et le travail direct et indirect effectué. Or une condition sine qua non de la hausse du pouvoir d'achat est précisément la croissance de la productivité. J'ai été comptable national, et quand je demande à des statisticiens « comment mesurez-vous la valeur des services immatériels », ils me répondent que cela reste au stade de la recherche. Et pour cause : les politiques s'en moquent totalement. Les impacts indésirables de la technologie sur les capacités humaines et notre environnement restent négligés. Le temps perdu par les consommateurs rivés plusieurs heures par jour sur leurs écrans également, sans parler de la capture commerciale du temps des loisirs… Arthur Mensch, fondateur de Mistral (la startup française qui a décollé), nous avertit très simplement qu'à l'avenir l'essentiel de la croissance mondiale risque d'être effectué par deux ou trois firmes privées géantes.

Avec le théoricien marxiste Paul Boccara nous avons appelé à intervenir dans la gestion, l'investissement et le financement des entreprises et des infrastructures avec de nouveaux critères d'efficacité. Celle-ci serait mesurée en termes de valeur ajoutée disponible (VAD) pour le développement humain, et non plus seulement de rentabilité financière du capital investi. Comme conseiller à la Commission européenne et dirigeant d'association j'ai pu mesurer la fécondité de cette novation s'agissant des investissements de long terme.

Face à la crise de régime les gens se retournent contre leurs gouvernants, lesquels ont peur du peuple. C'est un cercle vicieux où les tentations radicales et les haines montent aux extrêmes. Stigmatiser « les populismes » ne sert à rien. On a tout tenté sauf à rendre possible la participation des masses à des transformations systémiques des conditions de vie, où le dialogue serait conçu de façon à rendre les conflits, aujourd'hui stériles, viables et constructifs. Nous en avons fait l'expérience en créant l'association Confrontations Europe, une innovation politique dont le sens était de donner pouvoir à la société et « Former société en Europe ».

Des combats de civilisation

Lors de la désintégration de l'Empire soviétique, Francis Fukuyama a publié en 1992 un essai devenu célèbre « La fin de l'histoire et le dernier homme ». Pour lui l'idéal de la démocratie libérale étant réalisé, le dernier homme allait vivre en confort et en sécurité, mais non sans ennui car ce serait la fin des idéologies. Double erreur : la démocratie libérale est malade, en décomposition, et en Occident nombreux sont ceux qui voient se dégrader leur niveau de vie comme leur sécurité. Fukuyama n'a pas anticipé la venue d'un vif sentiment de perte de sens et d'humiliation vécu par nombre de nos concitoyens.

Heidegger avait clairement diagnostiqué le règne de la technique, allant de pair avec la conquête du monde et la fin de la métaphysique occidentale dans les Temps nouveaux. Mais l'histoire n'est pas finie et pour la rouvrir autrement regardons du côté de Karl Jaspers. Dès 1946 lors d'une conférence intitulée « Une tâche infinie » il exposait la fin de la civilisation telle que l'Europe l'avait conçue, et en même temps le début d'une civilisation universelle.

Dans les années d'après-guerre, la science-fiction n'imaginait pas la venue du « dernier homme », sauf par autodestruction, mais plutôt celle de mutants, pour un mal ou pour un bien, comme dans la célèbre trilogie d'Asimov « Fondation ». Aujourd'hui amoureux d'eux-mêmes derrière leurs machines, nombre de champions ou de consommateurs de la technologie numérique n'imaginent qu'un homme augmenté ou dépassé, méprisable voire inutile. Et nous les autres, comment imaginons-nous l'homme de demain ? Si l'idée d'humanité ne relève plus du Sacré, du moins pouvons-nous en faire un bien commun, enrichi par notre diversité.

Des catastrophes humaines, il y en a eu, il y en a et il y en aura d'autres, quand les bouleversements de notre environnement s'accentuent ainsi que nos préjugés et divisions intestines. Mais un catastrophisme n'est pas de mise. Nos combats pour la maitrise des machines doivent s'inscrire dans la perspective d'une nouvelle civilisation. Non pas la fin de l'histoire, mais un nouveau commencement.

Philippe HERZOG, 15 novembre 2026

Philippe Herzog a publié de nombreux livres sur l'Europe, et plusieurs essais pour une régénération de nos ressources spirituelles et notre conscience historique afin de refonder l'Union européenne. Ancien dirigeant communiste, polytechnicien et professeur d'Université, président fondateur de Confrontations Europe, il a été député européen de 1989 à 2004, puis conseiller à la Commission européenne de 2009 à 2014.

Claude et **Philippe Herzog** animent le **Cercle cinéphile *OpenWorld-Regards croisés*** qui propose chaque mois des conférences sur des sujets de société et/ou géopolitiques assorties de projections de films des grands maîtres ou de jeunes talents émergents de la cinématographie mondiale.

Les Cahiers d'Europe 21
Directrice de publication – Claude Fischer Herzog
claude.fischer-herzog@entretiens-europeens.org - Tél. + 33 6 72 84 13 59